

**(embargo AIDOP & CES)
L'Ukraine et la Russie en miroir**

Après l'annexion surprise de la Crimée, l'intervention russe subreptice et violente tout à la fois au Donbass s'enlise dans une guerre d'attrition inavouée dont la routine est peu à peu sortie de l'actualité politique, très sollicitée ailleurs. Au risque d'en occulter des répercussions sur la stabilité de la région et au-delà. Pour une Ukraine en transition post-soviétique différée mais précipitée, et d'autant plus vulnérable. Pour la Russie, prise dans un engrenage mal maîtrisé et plus coûteux que prévu dans un contexte international mais aussi interne décidément incertain. Pour l'OTAN qui soudain retrouve une légitimité qu'il lui faut assumer. Sans oublier les Etats-Unis contraints de revenir sur un dossier un temps abandonné aux Européens. Appelée à durer, la crise ukrainienne constitue un défi d'autant plus redoutable qu'elle entre en résonance avec d'autres qui contribuent à remettre en cause un ordre international que l'on croyait établi.

La laborieuse et épuisante négociation amorcée par les accords de Minsk par la France, l'Allemagne, l'Ukraine et la Russie, dans laquelle sont impliqués les Républiques des Républiques séparatistes auto-proclamées de Donetsk et Lougansk, n'a rien d'un exercice diplomatique gratuit : si aléatoire en soit l'issue, ses enjeux dépassent largement les objectifs fixés. Au moins auront-ils permis de gagner du temps, d'éviter que le conflit, maintenu en veilleuse par la Russie seule en mesure d'en régler l'intensité, ne dégénère et de lancer un processus qu'il serait dangereux d'interrompre. Ces accords qui n'en sont pas vraiment sont d'autant plus difficiles à mettre en œuvre qu'ils sont contradictoires dans les termes. Ils reflètent l'incompatibilité des exigences fondées sur le droit international de l'Ukraine, en position d'infériorité mais forte d'une opinion publique très mobilisée, et de celle de la Russie, en position de force, mais qui hésite à davantage s'engager sur le terrain, soucieuse avant tout de déstabiliser l'adversaire : dévasté, le Donbass en vaut-il la peine ? La question fait débat, sans doute au Kremlin, dont on n'a d'échos que feutrés, bruyamment sur la place publique en Ukraine où elle commande la réforme constitutionnelle, et donc la forme de décentralisation qu'elle définira. Moscou fait de la reconnaissance de facto par Kiev de l'autonomie des entités séparatistes une condition de la restitution à l'Ukraine du contrôle de la frontière internationale. Kiev exige des élections partout incontestables sous la garantie de l'OSCE. Quel compromis trouver dans cette querelle sémantique

entre fédéralisme, et régionalisation, décentralisation, des mots qui n'ont pas partout la même signification ?

C'est la nature même du régime dont on se réclame de part et d'autre qui est en cause. Contrairement à bien des idées reçues, entretenues par une propagande aussi brutale que réfléchie dont le Kremlin fait sa principale force de frappe, le différend entre frères siamois est de nature d'abord idéologique plutôt qu'ethnique, historique ou linguistique, au-delà de ses conséquences stratégiques. Il relève de conceptions divergentes de l'Etat et de la nation, et donc de l'exercice et du partage du pouvoir. C'est l'identité collective, aussi fortement ressentie chez l'un et chez l'autre, qui s'affirme. Instauration d'un Etat de droit, et donc d'institutions représentatives qui répondent aux exigences d'une société civile qui prend corps, renforcement de la verticale du pouvoir pour se préserver de tout risque de dissociation. Solder l'héritage soviétique impose d'affronter bien des problèmes analogues, dont la lutte contre la corruption n'est pas le moindre. C'est paradoxalement en quoi ces deux pays se ressemblent que réside un malentendu existentiel. Les deux faces opposées d'un même miroir. Les ressentiments provoqués en Ukraine par ce conflit non déclaré seront d'autant plus difficiles à surmonter qu'aux souffrances infligées aux populations s'ajoutent l'humiliation provoquée par une guerre de communication tous azimuts d'une virulence sans précédent : le Kremlin a gagné du moins la première manche.

Philippe de Suremain, Ancien Ambassadeur de la France en Ukraine.

Suite de colloque AIDOP & CES du 5 mars 2015, avec mise à jour 31 mai 2015.